

<https://www.pressegauche.org/La-FPSS-CSQ-questionne-les-choix-du-ministre-de-l-Education-Des-bulles-classes>



# La FPSS-CSQ questionne les choix du ministre de l'Éducation - Des « bulles-classes » qui pètent !



- Communiqués -  
Date de mise en ligne : mercredi 2 septembre 2020

---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

**QUÉBEC, le 2 sept. 2020 - Une semaine après la rentrée officielle, la Fédération du personnel de soutien scolaire (FPSS-CSQ) est immensément inquiète au sujet de l'application terrain du concept des « bulles-classes ».**

Les représentants de la FPSS-CSQ pressent donc le ministre Jean-François Roberge de trouver des solutions immédiates, ce qui passe nécessairement par un investissement massif en éducation !

### **Des consignes toutes croches...**

Dans son aide-mémoire portant sur les services de garde en milieu scolaire publié à l'intention des parents, le gouvernement y indique que les bulles-classes doivent aussi être respectées au service de garde. Si ce n'est pas possible, un second groupe-classe doit être créé.

« Le problème avec ça, c'est qu'un « second groupe-classe » peut facilement regrouper des élèves de plusieurs classes ! J'ai vu cette semaine des « seconds groupes-classes » regrouper des enfants de plus de 10 classes différentes. En quoi les consignes de distanciation sont-elles respectées ? En quoi est-ce sécuritaire pour les enfants et pour le personnel ? » s'inquiète Éric Pronovost, président de la FPSS-CSQ.

### **La pénurie de main-d'oeuvre en cause**

Il est évident que la pénurie de main-d'oeuvre vécue par le personnel de soutien scolaire et dénoncée par la Fédération depuis des années fait partie du problème. Mais la situation est bien pire cette année, forçant les entorses que l'on connaît actuellement aux consignes de la Santé publique.

« Une semaine après la rentrée scolaire, au sein des 24 centres de services que nous représentons, il reste encore plus de 600 postes vacants devant être comblés par le personnel de soutien scolaire, que ce soit au service direct à l'élève ou au service général. Si les conditions de travail étaient meilleures, les gens voudraient occuper ces postes. On aurait donc assez de personnel pour respecter le concept des bulles-classes par exemple ! » ajoute monsieur Pronovost. « On se sent comme les préposés aux bénéficiaires de l'éducation. Ça prend des sous et de la reconnaissance de notre travail ! » illustre-t-il.

### **Des exemples concrets**

Plusieurs problématiques découlent de la situation actuelle. Par exemple, les groupes de services de garde ne respectent pas le ratio d'une éducatrice pour 20 élèves. Une même éducatrice peut se retrouver à surveiller le couloir de 2 à 3 classes en même temps et peut avoir jusqu'à 50 élèves sous sa supervision. Au détriment des enfants, évidemment.

De plus, après seulement cinq jours ouvrables, une tendance inquiétante commence à émerger : plusieurs surveillantes d'élèves quittent déjà leur emploi à cause de la situation complètement désorganisée dans plusieurs écoles. Les élèves sont donc confrontés à un grand roulement de personnel, avec les impacts que ça peut avoir sur leur développement et équilibre.

« Ça en rajoute à tous les défis que rencontrent actuellement les élèves dans la situation que l'on connaît. Il est urgent que le gouvernement se penche sur les problèmes rencontrés en ce moment par le personnel de soutien scolaire ! Il en va du bien-être de tous ! » raconte Éric Pronovost.

### **Maternelle 4 ans : était-ce si urgent ?**

Il était facile de prévoir que la rentrée scolaire 2020 serait difficile, vu le contexte de pandémie. Il reste donc complètement incompréhensible que le ministre soit allé de l'avant avec son projet d'élargir les maternelles 4 ans partout au Québec, en sachant combien l'implantation d'un tel projet peut être exigeant.

« Je pense qu'on est en droit de questionner le jugement de monsieur Roberge ! En pleine pandémie, en temps de pénurie de main-d'oeuvre, et en sachant le défi que représenterait l'application des mesures de la Santé publique aux petits de 4 ans, comment le ministre de l'Éducation a-t-il pu croire que ce serait une bonne idée d'aller de l'avant avec ce projet » dénonce monsieur Pronovost. « Et surtout, on l'avait prévenu ! »